



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 03/07/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/05/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAINT GOBAIN PAM**

Avenue Camille Cavallier  
BP 129  
54700 Pont-À-Mousson

Références : 2026\_0497  
Code AIOT : 0006200539

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/05/2026 dans l'établissement SAINT GOBAIN PAM implanté Avenue Camille Cavallier Adresse Exclusive BP 129 54700 Pont-à-Mousson. L'inspection a été annoncée le 19/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAINT GOBAIN PAM
- Avenue Camille Cavallier Adresse Exclusive BP 129 54700 Pont-à-Mousson
- Code AIOT : 0006200539
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Saint-Gobain PAM exploite une installation de production de fonte d'une capacité supérieure à 2,5 tonnes par heure. Parmi les équipements présents sur le site, certains sont soumis à la réglementation relative au suivi en service des équipements sous pression.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Air

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant finalise un projet de changement de technologie pour mettre à l'arrêt définitif ses haut-fourneaux (projet ORION), impactant les rejets atmosphériques du site. Un arrêté préfectoral complémentaire est en cours de rédaction.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                            | Référence réglementaire                            | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 4  | Diffus du traitement de magnésium                            | AP de Mise en Demeure du 05/10/2023, article 1,1-5 | Demande d'action corrective                                                                                                | 6 mois                |
| 9  | Limitation des émissions diffuses                            | AP Complémentaire du 05/10/2023, article 4         | Mise en demeure, dépôt de dossier                                                                                          | 6 mois                |
| 10 | Expression des résultats de la surveillance environnementale | AP Complémentaire du 05/10/2023, article 5         | Demande d'action corrective                                                                                                | 6 mois                |
| 11 | Vitesse d'éjection                                           | Arrêté Préfectoral du 06/12/2010, article 3.2.2    | Demande d'action corrective                                                                                                | 6 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                   | Référence réglementaire                            | Autre information |
|----|-----------------------------------------------------|----------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Vitesse des conduits                                | AP de Mise en Demeure du 05/10/2023, article 1,1-1 | Sans objet        |
| 2  | Valeur limite d'émission en concentration canalisée | AP de Mise en Demeure du 05/10/2023, article 1,1-2 | Sans objet        |
| 3  | Evaluation annuelle des émissions                   | AP de Mise en Demeure du 05/10/2023, article 1,1-3 | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle             | Référence réglementaire                            | Autre information |
|----|-------------------------------|----------------------------------------------------|-------------------|
|    | diffuses                      |                                                    |                   |
| 5  | Mesures continues             | AP de Mise en Demeure du 05/10/2023, article 1,1-4 | Sans objet        |
| 6  | Surveillance environnementale | AP de Mise en Demeure du 05/10/2023, article 1,1-6 | Sans objet        |
| 7  | Surveillance des polluants    | AP Complémentaire du 05/10/2023, article 2         | Sans objet        |
| 8  | Respect des flux d'émissions  | AP Complémentaire du 05/10/2023, article 3         | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté dans sa globalité la mise en conformité des prescriptions relatives à l'arrêté de mise en demeure du 5 octobre 2023.

Néanmoins, le travail sur les émissions diffuses du four de traitement doit être intégré dans l'étude technico-économique des fours à réchauffage de l'arrêté préfectoral complémentaire de 2023.

Par ailleurs, même si la sonde pour le conduit de traitement de magnésium démontre l'efficacité de la mesure en permanence, il est demandé de travailler sur la réactivité de ces mesures afin d'avoir des actions rapides lors de dépassements en poussière.

Concernant l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 octobre 2023, l'étude technico-économique relative à la canalisation des fours de réchauffage n'a pas été réalisée. Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé.

Il est également attendu des actions correctives suite aux résultats de la campagne de mesure de la surveillance environnementale pour les métaux dans un délai de 6 mois.

Enfin, il a été constaté une vitesse d'éjection sur le conduit de noyautage FA1 non conforme à l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2020. L'exploitant doit apporter une action corrective dans un délai de 6 mois.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Vitesse des conduits

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 05/10/2023, article 1,1-1                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, vitesse                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>1-1 : le respect de la vitesse d'éjection de 8m/s du conduit de la fusion traitement magnésium de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2010, dans le délai maximal de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté,                                     |
| <b>Constats :</b><br><br>Par courrier du 17 juin 2024, l'exploitant indique avoir fait des contre mesures du rejet de la fusion traitement magnésium. Il a transmis le rapport de contrôle du 10 octobre 2023 qui montre une vitesse fluctuante entre 0,44 m/s et 13,92 m/s. L'exploitant explique que cette variation est due à |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>la fermeture de clapet d'aspiration.</p> <p>Étant donné que ce fonctionnement est régulier (2 min de fermeture et 10 minutes d'ouverture), l'inspection privilégie la moyenne pondérée des mesures. Pour le contrôle d'octobre 2023, elle correspond à 9,5 m/s, ce qui est conforme à la vitesse d'éjection.</p> <p>L'exploitant intégrera le calcul de la vitesse par moyenne pondérée dans les rapports de contrôle.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

**N° 2 : Valeur limite d'émission en concentration canalisée**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 05/10/2023, article 1,1-2</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des concentrations d'émissions canalisées</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1-2 : le respect de la valeur limite d'émission (VLE) en diméthyléthylamines (DMEA) (5 mg/Nm<sup>3</sup>) pour le noyautage FA1 et la poussière (20 mg/Nm<sup>3</sup>) pour le noyautage Croning LFC10 de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2010, dans le délai maximal de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté,</p>                                                                                                                                             |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté des mesures de contrôle réalisées entre mars et octobre 2025.</p> <p>Pour la DMEA, l'exploitant dit avoir travaillé sur la maîtrise de paramètres, d'injection, de production et d'étanchéité pour réduire les polluants. Les résultats sont proches de 0 mg/Nm<sup>3</sup> et donc conformes aux VLE.</p> <p>Pour la poussière, les résultats montrent une valeur de 7,84 mg/Nm<sup>3</sup>, conforme à la valeur limite d'émission (VLE) de l'arrêté précité.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

**N° 3 : Evaluation annuelle des émissions diffuses**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 05/10/2023, article 1,1-3</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Evaluation annuelle des émissions diffuses</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1-3 : la réalisation de l'évaluation annuelle de l'ensemble des émissions diffuses, représentant une part notable des flux autorisés, et au minimum les émissions provenant : - de la halle de coulée, de la désulfuration, du traitement au magnésium et des fours demaintien,- de l'activité de fonderie (sablerie, noyautage, décochage, coulée...),de l'article 13.2.1.3 de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2010, dans le délai maximal de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté,</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis le 11 octobre 2024 une étude des émissions diffuses en poussière avec des mesures réalisées en lanterneau de la fusion et des lignes 1001 et 1002.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

|                                                                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Le flux diffus total de poussière est estimé à 0.88 kg/h soit 124 g/t.<br/>L'inspection considère la prescription respectée.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                 |

**N° 4 : Diffus du traitement de magnésium**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 05/10/2023, article 1,1-5</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Diffus du traitement de magnésium</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1-5 : le respect de canalisation des rejets des émissions diffuses lors de la fusion du traitement de magnésium, par le conduit de cheminée doté d'aspiration de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2010,<br/>dans le délai maximal de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, .</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 17 juin 2024, l'exploitant informe l'inspection que l'aspiration du traitement du magnésium a été remise en état et que les émissions diffuses sont désormais limitées.<br/>Lors de la visite, l'exploitant indique avoir réalisé l'étanchéité du couvercle, le changement de gaine, une intervention sur l'équipement du moteur.<br/>Malgré tous ces travaux, il est constaté des émissions diffuses pendant le traitement de magnésium. Les fumées sont mélangées avec celles d'autres équipements, notamment fours de réchauffement, situés à proximité dans le hall.<br/>Une étude technico-économique des fours de réchauffement est en cours de réalisation pour gérer les émissions diffuses;<br/>Compte tenu des démarches déjà engagées, des travaux réalisés, mais également de l'étude globale en cours, le service de l'inspection propose de ne pas engager dans l'immédiat les suites administratives requises.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande d'étudier cet équipement lors de l'étude technico-économique des fours de réchauffement, situés à proximité, dans un délai de 6 mois.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

**N° 5 : Mesures continues**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 05/10/2023, article 1,1-4</p>                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mesures continues</p>                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1-4 : la réalisation de la mesure en permanence des émissions de poussières pour le conduit de traitement au magnésium : 102 de l'article 13.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2010,<br/>dans le délai maximal de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté,</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 17 juin 2024, l'exploitant informe l'inspection que la sonde à poussières a été remise en état et que l'étalonnage était prévue pour juin 2024.</p> <p>L'inspection a constaté que la sonde fonctionne et qu'un voyant d'alarme peut s'allumer en cas de dépassement. L'exploitant a présenté les mesures du 17 mars au 16 avril 2026, avec une moyenne de 11,01 mg/Nm3.</p> <p>La mesure en permanence des émissions de poussières pour le conduit de traitement au magnésium est réalisée. Ce qui est conforme à la prescription.</p> <p>Néanmoins les données ne sont pas accessibles dans l'immédiat (délai de 15 jours) car l'exploitant a des difficultés à connecter la sonde au réseau électronique de l'établissement. Ce travail nécessite une étude globale et des travaux électriques.</p> <p>Étant donné la présence de mesures continues et le travail à réaliser pour connecter la sonde, l'inspection propose d'intégrer dans le prochain arrêté préfectoral complémentaire la mise en place de réactivité des sondes dans un délai de 18 mois.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

**N° 6 : Surveillance environnementale**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 05/10/2023, article 1,1-6                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, surveillance environnementale                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1-6 : la transmission de la campagne de surveillance environnementale de mesure « été 2021-printemps 2022 » de l'article 13.2.1.8 de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2010, dans le délai maximal de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 17 juin 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de surveillance environnementale de la campagne 2023 et 2024.</p> <p>Ce constat permet de répondre à la demande de la prescription de mise en demeure.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> |

**N° 7 : Surveillance des polluants**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/10/2023, article 2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des polluants                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise sur 4 campagnes de surveillance de mesure, les mesures des polluants suivants sur les conduits de coulée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- COV substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F (benzène, formaldéhyde);</li> <li>- COV à substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 (phénol),</li> </ul> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| - HAP.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Constats :</b><br><br>Par courrier du 17 juin 2024, l'exploitant indique avoir commencé la campagne de mesures au conduit WET SPRAY au premier semestre 2024 et envisage de transmettre les éléments à l'inspection dans le bilan annuel de 2024.<br>L'exploitant a présenté ses résultats pour 2024 et 2025 :<br>- les mesures de phénol avoisinent 0 mg/Nm3,<br>- le HAP varie de 0,026 et 0,01 mg/Nm3,<br>- le benzène varie de 0,35 à 0,03 mg/Nm3,<br>- le formaldéhyde est compris entre 0,04 et 0,11 mg/Nm3.<br>L'exploitant demande la suppression de COV CMR |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'inspection demande les résultats des mesures de 2026 pour se positionner.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

#### N° 8 : Respect des flux d'émissions

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/10/2023, article 3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des flux d'émissions                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant transmet à l'inspection sous un délai de 6 mois à la notification de l'AP les valeurs limites d'émissions en flux horaires et annuels selon l'étude de risque sanitaire (ERS) pour chaque polluant et pour chaque conduit.                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Constats :</b><br><br>Par courrier du 17 juin 2024, l'exploitant indique que les flux annuels ont été calculés à partir de l'étude de risques sanitaires de 2012.<br>Lors du dépôt du projet ORION, l'exploitant a transmis un tableau des flux par conduit et polluant avec des données plus récentes, basés sur un bilan réaliste de 2022, 2023 et 2024.<br>Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est en cours de préparation, dans le cadre de l'autorisation du projet ORION, pour mettre à jour ces flux. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

#### N° 9 : Limitation des émissions diffuses

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/10/2023, article 4                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Limitation des émissions diffuse                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant réalise et transmet une étude technico-économique (solutions techniques) ainsi que le calendrier de sa mise en œuvre (planification et financement) pour canaliser les flux liés aux fours de réchauffage sous un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté; |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 17 juin 2024, l'exploitant indique avoir fait des recherches et des consultations pour estimer le coût de l'étude technico-économique qui avoisine les 100 000 €. Par ailleurs, il mentionne le projet de remplacement des hauts-fourneaux (ORION), ce qui pourrait avoir comme conséquence le remplacement potentiel des ces fours.</p> <p>Le dossier ORION, déposé en octobre 2025, ne mentionne pas le remplacement de ces fours. Ils continueront à fonctionner à l'arrêt des hauts-fourneaux.</p> <p>L'exploitant n'apporte pas d'éléments supplémentaires.</p> <p>L'inspection considère cette prescription non réalisée et propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de réaliser l'étude technico-économique des fours à réchauffage ainsi que le traitement de magnésium dans un délai de 6 mois.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

**N° 10 : Expression des résultats de la surveillance environnementale**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/10/2023, article 5</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, surveillance environnementale</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les résultats des mesures de surveillance environnementale réalisées sont à transmettre ou à tenir à disposition de l'inspection des installations classées dans un rapport annuel.</p> <p>Le rapport reprend l'ensemble des informations nécessaires à sa compréhension à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La présentation du site dans son contexte environnement</li> <li>• Le positionnement des différents points de prélèvement,</li> <li>• les protocoles de prélèvements et analyses utilisées associées à des normes si disponibles en précisant les différentes limites de quantification ;</li> <li>• une comparaison des résultats de mesures :<br/>par rapport aux valeurs réglementaires (si elles existent) et/ou aux valeurs guides disponibles pour le milieu considéré et/ou référentiels locaux ou nationaux<br/>entre les points impactés et les points témoins au regard des conditions météorologiques enregistrées au cours de la campagne,<br/>Par rapport à l'état initial et aux différentes campagnes déjà réalisées (évolution historique) ;</li> <li>• l'interprétation appropriée des résultats obtenus et des commentaires de l'exploitant qui se positionne explicitement au regard de l'activité du site ;</li> <li>• en cas d'anomalies (dont l'impossibilité de réaliser les mesures), des explications sur leur origine et des actions correctives menées ou prévues par l'exploitant pour y remédier.</li> </ul> <p>Au vu des résultats de mesure obtenus ou de l'évolution de l'activité de l'établissement, la surveillance peut être revue et renforcée à l'initiative de l'exploitant, de l'inspection des installations classées.</p> <p>À ce titre, l'inspection des installations classées peut faire procéder à des contrôles supplémentaires de la surveillance environnementale telle que prévue dans le présent arrêté, et ce, aux frais de l'exploitant.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

Par courrier du 17 juin 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection la campagne de mesure 2023-2024 avec la conclusion suivante :

« La 3ème campagne de mesures du plan de surveillance environnementale 2023-2024 autour de l'usine de Saint-Gobain PAM à Pont-à-Mousson a été caractérisée par deux périodes :

- une période de marche dégradée du haut-fourneau durant sa phase de redémarrage, appelée période C3, caractérisée par des mesures réalisées du 22 décembre 2023 au 19 janvier 2024,
- une période consécutive représentative du retour en marche normale du haut-fourneau, appelée période C3 bis, caractérisée par des mesures réalisées du 19 janvier au 16 février 2024 pour les mesures de dépôts, et du 15 au 29 janvier 2024 pour les mesures dans l'air ambiant.

Il apparaît que la marche dégradée du haut-fourneau a généré des émissions de poussières importantes, qui ont impacté les secteurs situés sous les vents provenant principalement des secteurs Sud-Est à Sud-Ouest à cette période, au premier rang desquels on trouve la zone de surveillance située à l'Île d'Esch.

Un marquage significatif de l'environnement par les PM10, les PM2.5 et les principaux métaux traceurs de l'activité de Saint-Gobain PAM (Zn, Mn, Cr, Ni) a ainsi été observé dans l'air ambiant et les dépôts au point d'impact principal, qui s'est traduit notamment par un dépassement des niveaux de référence annuels de PM10, de PM2.5 et de dépôts de zinc à l'Île d'Esch pendant la période de mesures en marche dégradée du haut-fourneau.

Suite au retour en marche normale du haut-fourneau, les concentrations ambiantes en métaux sont redevenues comparables aux niveaux moyens annuels généralement observés dans le secteur. Le constat est identique pour les dépôts de métaux, excepté celui de zinc qui a présenté un niveau encore plus élevé au cours de la seconde période de mesures, suggérant ainsi qu'une autre source aura contribué très significativement aux dépôts atmosphériques de zinc, comme cela est constaté depuis plusieurs campagnes.

Enfin, l'influence des dysfonctionnements au redémarrage du haut-fourneau sur les dépôts de PCDD/F est restée peu significative, et inexistante sur les concentrations de benzo(a)pyrène mesurées du 05 au 19 janvier 2024. »

L'inspection considère qu'il manque des explications sur l'origine et les actions correctives menées ou prévues par l'exploitant pour remédier aux anomalies, notamment sur l'origine des résultats de zinc.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit proposer une ou plusieurs actions correctives pour expliquer et justifier l'origine des résultats des métaux dans un délai de 6 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 11 : Vitesse d'éjection**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/12/2010, article 3.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Vitesse d'éjection

**Prescription contrôlée :**

[...]

Les points de rejets atmosphériques sont les suivants

[...]

| <i>Secteur /<br/>Point de<br/>rejet</i> | <i>Repère</i> | <i>D é b i t<br/>(Nm3/h)</i> | <i>Heures<br/>d e<br/>m a r c h e</i> | <i>Type de<br/>rejet</i> | <i>Diamètre</i> | <i>Hauteur<br/>cheminée<br/>en mètre</i> | <i>Vitesse<br/>d'éjectio<br/>n<br/>minimale<br/>(en m/s)</i> |
|-----------------------------------------|---------------|------------------------------|---------------------------------------|--------------------------|-----------------|------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|
| Noyauta<br>ge FA1                       | LFC11         |                              |                                       | SN                       |                 |                                          | 8                                                            |

[...]

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

#### **Constats :**

L'exploitant a exposé les rapports de présentation de mars et octobre 2025 pour le noyautage Croning. La vitesse d'éjection avoisine les 5 m/s pour un débit de 500 m3/h.

Cette valeur n'est pas conforme à l'arrêté préfectoral.

Toutefois cette valeur peut être justifiée par le débit inférieur à 5000 m3/h selon l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il appartient donc à l'exploitant d'apporter des actions correctives sous 3 mois pour remédier à cette non conformité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois